

EL REBELDE

DANS LA CLANDESTINITE

L'ORGANE OFFICIEL DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR)

AOUT 1975

N° 109

SANTIAGO-CHILI

NOUS EN SORTIRONS
BIENTOT METTEZ Y UN
COUP AVEC
RESISTANCE



PINOCHET EST FURIEUX
QUE PARTOUT ON LUI
GRIBOUILLE SES AFFICHES
COMME ÇA : **VOUS**
AUSSI FAITES-LE !

80 P. 8499

Une conjoncture favorable au renforcement de la résistance révolutionnaire des masses

A peu près à deux ans de dictature gorille, la junte militaire entre dans un processus accéléré d'affaiblissement politique, tandis que le mouvement de masses et de résistance sont de plus en plus actifs.

La crise et le chaos économique provoqués par la politique de « choc » et de la surexploitation de la part de gouvernement gorille ont les plus désastreuses conséquences sur l'activité productive du pays. Des centaines d'entreprises font faillite, ferment leurs portes, arrêtent leurs machines ou diminuent la production au minimum. Des milliers d'ouvriers et d'employés sont réduits au chômage et d'autres voient leur salaire et leur travail ramenés à quelques heures hebdomadaires. La petite-bourgeoisie, industrielle, commerciale et agraire, au comble du désespoir, est étranglée et s'appauvrit. L'inflation ne fléchit pas et partout c'est l'empire de la faim, de la misère et de la surexploitation qui s'impose. Le gouvernement gorille lui-même a dû reconnaître que dans les mois prochains la situation serait encore pire.

LE MÉCONTENTEMENT A L'INTÉRIEUR DE LA BOURGEOISIE S'ACCROÎT

Dans cette situation si pénible, le mécontentement contre la junte gorille s'accroît dans les rangs de la bourgeoisie elle-même. Bien que tous soient d'accord sur la nécessité d'un régime dictatorial et répressif, pour conserver leurs privilèges et maintenir la surexploitation du travailleur, les critiques et le mécontentement face aux mesures du gouvernement de Pinochet s'accroissent tous les jours. Mais cette fois-ci les critiques et le mécontentement ne grandissent plus seulement au sein des secteurs civils de la bourgeoisie. Ils ne viennent pas seulement de la part des Frei et des Saenz. Maintenant c'est aussi parmi les officiers des Forces Armées qu'ils se font un écho. Plusieurs réunions du Corps des Généraux de l'Armée de Terre et des autres branches de l'Armée ont eu lieu le mois dernier. Des critiques ouvertes y ont été formulées contre Pinochet et les mesures de la Junte. Les généraux commencent à se rendre compte qu'ils vont à l'échec et tout veulent et opportunistes qu'ils sont, ils cherchent désespérément des alternatives qui leur permettent, tout en maintenant la répression, d'échapper à la colère et au châtement qui les attendent de la part des masses.

LES CRIMES DE LA DICTATURE SONT A DÉCOUVERT

L'échec de la campagne publicitaire de la dictature, qui visait à cacher ses propres crimes en répandant la sinistre infamie selon laquelle 119 prisonniers portés disparus auraient été assassinés par le MIR à l'étranger, est aussi lourd de conséquences pour Pinochet. Mais encore une fois, ils ont marqué leur coup puisque personne n'a cru ces nouveaux mensonges. Notre Parti a nié catégoriquement ces accusations absurdes et des faits indéniables prouvent que ces camarades appartenant au MIR, ou à d'autres partis de la gauche et à la résistance, furent incarcérés. Le Cardinal et le Comité de Coopération pour la Paix ont exigé du gouvernement qu'il éclaire la situation de ces prisonniers disparus. Même le gouvernement réactionnaire de l'Argentine, ainsi que celui du Mexique, ont nié avec fermeté l'entrée ou la mort de ces personnes sur leurs territoires. Le journal « El Mercurio », lui-même, qui, pour être le fidèle instrument de ce type d'infâmes campagnes publicitaires, a plus d'expérience que Pinochet et ses gorilles, s'est rendu compte que les mensonges de la Junte ne convainquaient personne, et il suggère par conséquent aujourd'hui que le gouvernement fasse la lumière sur les faits.

Les méthodes sanguinaires de la dictature sont une fois de plus à découvert et la vague internationale et nationale qui les condamne peut avoir cette fois des conséquences incontrôlables pour Pinochet et ses sbires.

Mais ce qui reste le plus important ces derniers temps c'est le processus de relance du mouvement de masses. Il ne s'agit plus, comme c'était le cas il y a quelques mois, d'un phénomène n'atteignant que les bases de la gauche et les noyaux de l'avant-garde du mouvement ouvrier, mais d'un phénomène qui touche également les secteurs ouvriers les mieux organisés du point de vue syndical : aussi bien les secteurs les plus avancés comme ceux de la métallurgie, du textile et du bâtiment, que les secteurs moins radicalisés, comme ceux du cuivre, du papier et du secteur privé, etc. Ainsi, parmi les employés du secteur public, la pression des bases est telle que les dirigeants syndicaux, tous vendus aux gorilles qu'ils sont, ont été obligés de critiquer publiquement les mesures économiques et les mesures concernant le travail prises par la Junte militaire. Enfin, les critiques et le mécontentement se manifestent également au sein de la petite-bourgeoisie et de ses organisations.

Il faut dire que cette agitation se maintient encore à l'intérieur de l'étroitesse des marges légales que la répression gorille impose aux luttes revendicatives. Mais, malgré cela, l'agitation est importante et se traduit, dans les réunions, par une critique croissante et un mécontentement qui menacent de déborder ces marges.

Ce processus est plus lent pour les secteurs dont l'organisation syndicale est en retard et encore à un faible niveau, et qui disposent donc d'un moyen de pression plus réduit n'ayant pas de canaux légaux pour exprimer leur lutte et souffrent aussi une répression plus grande. C'est le cas des syndicats ouvriers de plus petite taille, celui du sous-proléariat, des ouvriers agricoles, des pobladores, etc. Cependant la situation de misère terrible dans laquelle sont plongés ces secteurs, leur confère une capacité explosive énorme qui peut se déchaîner dans le proche avenir à travers d'importantes luttes de masses.

LES TACHES DE LA RÉSISTANCE ET LA GAUCHE

La tâche fondamentale de la gauche et de la résistance populaire est d'impulser et de conduire ce processus de relance au sein des masses. Il faut profiter avec succès de cette conjoncture ouverte pour amener la lutte revendicative des masses à des niveaux supérieurs tout en la canalisant et en la liant avec la lutte de résistance. Les révolutionnaires, et notre Parti, doivent donner un grand essor à notre travail dans les fronts de masses. Accroître notre propagande clandestine en utilisant la lutte revendicative et la résistance syndicale, paysanne, etc. Nous devons profiter au maximum des marges de la lutte revendicative légale en participant de façon active dans les syndicats et autres organisations de masses. A la fois impulser l'organisation clandestine de la résistance (Comités de Résistance) et les formes illégales de lutte telles que le sabotage de masses, la propagande avec appui armé, les actions armées d'appui à la lutte revendicative, la propagande revendicative, etc.

Notre effort, dans l'étape actuelle, doit être centré sur les noyaux d'avant-garde prolétaires (bases de gauches et cadres plus conscients des fronts de masses) et sur les plus avancés.

C'est en renforçant la lutte revendicative et la lutte de résistance dans ces secteurs, c'est en consolidant en leur sein l'organisation et la direction révolutionnaires que nous pourrons multiplier, à l'avenir, par leur intermédiaire, l'impact de cette relance sur les masses les plus passives et les moins radicalisées. Il faut aujourd'hui développer et consolider la force révolutionnaire et la résistance massive pour pouvoir renverser demain la dictature.



PROPAGANDE ARMÉE

LA PROPAGANDE ARMÉE, INSTRUMENT ET MOYEN DE LUTTE POUR LES MASSES DANS LE COMBAT CONTRE LA DICTATURE GORILLE

Etant donné ses objectifs d'exploitation et de domination de classe, la bourgeoisie tente toujours de s'assurer du monopole absolu sur l'exercice de la violence dans la lutte de classes. Au cours de la lutte des classes, l'État bourgeois peut à loisir réprimer, assassiner, emprisonner, torturer, rouer de coups, cribler de balles, museler et nier les droits syndicaux et politiques, supprimer toute liberté de la part de la classe ouvrière. C'est ce qui a lieu dans tous les pays capitalistes où la bourgeoisie détient le pouvoir d'état.

Aujourd'hui au Chili, la bourgeoisie utilise, comme jamais auparavant, la violence et le crime contre la classe ouvrière et contre le peuple. Et comme jamais auparavant, elle tente d'écraser toute tentative de la part de la classe ouvrière et du peuple de briser le monopole de la violence que détient l'état bourgeois au sein de la lutte de classes.

Le fait que la bourgeoisie défende son régime d'exploitation de toute sa force et par tous les moyens, sans reculer ni devant le génocide, ni le meurtre, ni la torture, constitue une loi de l'histoire, de la société et de la lutte de classes. Cette loi est toute fraîche dans la mémoire et elle est vécue de façon quotidienne et dans toute sa réalité par la classe ouvrière et par le peuple chiliens. C'est aussi selon

une loi du développement de la lutte de classes que le prolétariat révolutionnaire, en vue de renverser la bourgeoisie et de détruire le capitalisme, doit déployer le pouvoir militaire de la révolution, qui constitue la base et la force du futur état et gouvernement révolutionnaires. Cette loi est aujourd'hui, au Chili, beaucoup plus qu'une nécessité historique, c'est une nécessité immédiate pour défendre la vie et les intérêts immédiats de la classe ouvrière et du peuple contre la dictature criminelle qui s'est approprié le gouvernement et ensanglante le pays tout entier.

Au Chili aujourd'hui, tout comme hier et tout comme ce sera demain tant qu'ils existeront, l'état et ses institutions répressives (l'armée, les prisons, la police, les camps de concentration, les « services de sûreté », etc.) s'opposeront de toute leur force et de toute leur capacité répressive à toute tentative visant à briser le monopole bourgeois de la violence au sein de la lutte de classes.

C'est ainsi qu'ils attaquent et répriment avec une virulence criminelle et un acharnement spécial les révolutionnaires, la politique militaire, et la lutte armée de la classe ouvrière du peuple. D'ailleurs, la politique révolutionnaire qui suppose la lutte armée et l'organisation militaire des masses est combattue par les politiciens

bourgeois réactionnaires (par exemple Fuentealba et Aniceto Rodriguez) : et aussi par les politiciens réformistes (par exemple, la direction du Parti Communiste). Le prolétariat révolutionnaire doit répondre aux gorilles et aux politiciens réactionnaires en développant la résistance sous toutes ses formes de luttes : légales et illégales, armées et non-armées, ouvertes et clandestines.

Le prolétariat révolutionnaire doit aussi répondre à l'attaque de la petite-bourgeoisie et à l'attaque des directions réformistes qui visent la ligne militaire des révolutionnaires dans leur lutte de résistance envers la dictature gorille. Ainsi, si le peuple ne développe pas sa propre capacité et force militaire, il ne pourra jamais renverser ni les gorilles, ni l'état d'exception, ni la bourgeoisie.

Cependant, si nous répondons aux gorilles et aux bourgeois par la force de l'organisation et de la résistance, par contre au sein du peuple nous devons résoudre les différences dans la discussion politique, dans la lutte idéologique. Et c'est dans ce sens que nous répondons aux petits-bourgeois et aux directions réformistes par la lutte idéologique au sein du peuple.

Ainsi l'un des aspects importants de la ligne militaire définie par notre parti consiste à faire la propagande de cette ligne militaire révolutionnaire et s'opposer aux conceptions pacifistes au sein des masses.

LA PROPAGANDE ARMÉE

L'un des principaux axes de développement de la tactique militaire révolutionnaire de la résistance vis-à-vis des gorilles, c'est l'organisation des Unités de Combats des Comités de Résistance Popu-

laire (CRP) et la réalisation d'actions de propagande armée et de sabotage.

QU'EST-CE QUE LA PROPAGANDE ARMÉE ?

La propagande armée : ce sont les actions armées de la résistance populaire et du parti qui cherchent à briser le cercle répressif, le manque d'information et l'isolement, dans lesquels la dictature gorille s'efforce de maintenir la classe ouvrière et le peuple.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX RAYONS D'ACTION DE LA PROPAGANDE ARMÉE ?

Les principaux rayons d'action de propagande armée sont :

1. Les actions armées d'appui à la lutte revendicative des masses. Menace ou pression armée directe sur les patrons, guerre psychologique et pression armée sur les grands commerçants, expropriation et distribution des aliments dans les cantines populaires et soupes populaires, châtiment des mouchards, etc.
2. Les actions armées d'appui à la guerre psychologique face aux fonctionnaires du régime gorille. Menacer de façon permanente les hauts fonctionnaires du gouvernement gorille qui sont compromis avec le crime et la politique dictatoriale et appuyer cette mesure par des actions sporadiques.
Un CRP peut, par exemple, en menacer 5 et agir ou en exécuter un seulement.
3. Les actions armées d'appui aux tâches de propagande. Faire des graffitis, distribuer des tracts, dans les autobus, à la sor-

tie des usines, etc. ; mettre des pancartes sur la voie publique, etc.

4. Intimidation et/ou exécution des mouchards et des traîtres haïs par les masses. Il y a dans les « poblaciones » (bidonvilles) des indicateurs de la DINA, dans les usines il y a des ouvriers vendus aux patrons et qui sont l'objet de la haine des masses ; une action contre eux est l'expression d'une revendication populaire. Il faut couvrir leur maison de graffitis, les châtier physiquement, leur mettre une bombe, perquisitionner chez eux et les exécuter dans les cas les plus extrêmes et les plus justifiés, après jugement préalable du CRP. Contre les tortionnaires et membres de la DINA, il faut appliquer la même chose.

5. Désarmement des policiers. Son but est d'approvisionner les Unités de combats des Comités de Résistance et en même temps c'est un exemple pédagogique pour les membres de la résistance.

PROPAGANDE ARMÉE ET PROPAGANDE CLANDESTINE

Toutes les actions de propagande armée doivent être accompagnées d'une campagne de propagande clandestine, dans le secteur social ou géographique correspondant, de façon à profiter au maximum de son action exemplaire et pédagogique.

QUI PEUT RÉALISER LES ACTIONS DE PROPAGANDE ARMÉE ?

Les actions de propagande armée peuvent être réalisées par toute Unité de Combat du Peuple.



N'importe quelle organisation de la classe ouvrière et du peuple peut créer ses Unités de Combat contre les gorilles. Peuvent être créés (et même doivent se créer) des Unités de Résistance, dans les groupes de gauche ; et aussi dans les syndicats, clubs des jeunes, comités de chômeurs, etc.

QUELLES SONT LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES QUE DOIT TOUJOURS AVOIR UNE ACTION DE PROPAGANDE ARMÉE ?

1. Être toujours liée aux intérêts revendicatifs et politiques directs des masses populaires.
2. Signaler un chemin réalisable pour les organisations de masses, facile à généraliser au sein du peuple.

3. Etre pédagogique et organisation réelle : les masses doivent apprendre à utiliser la violence comme une méthode dans l'affrontement de classes ; et l'exercice de ces actions doit organiser les masses et les rendre aptes à l'exercice de la violence vis-à-vis des gorilles et vis-à-vis des patrons.

4. Satisfaire les aspirations des masses : nous devons faire en sorte que l'ensemble du peuple s'identifie avec les actions de propagande armée et cherche des moyens, de les réaliser tout en les reproduisant.

5. Rapprocher les masses de la résistance et du parti : on doit parvenir à ce qu'à travers de telles actions, les masses s'identifient avec la Résistance Populaire, avec la politique révolutionnaire de la Résistance anti-gorille et qu'elles reconnaissent dans les Comités de Résistance et dans les Unités de Combat des CRP leur instrument, leur chemin et leur avant-garde dans la lutte contre la dictature.

6. Frapper la dictature, montrer l'image sinistre des gorilles assassins, discréditer le gouvernement, montrer la vulnérabilité de la dictature dans le domaine de la répression et dans le domaine militaire, attaquer la morale, la capacité et l'organisation des appareils répressifs.

7. Instruire les combattants de la Résistance Populaire et du Parti, comme les futurs cadres et combattants de l'Armée Révolutionnaire du Peuple du Chili.

Notre parti doit s'efforcer de développer la capacité combative de ses bases, et les unités de combat des CRP et des autres organisations de la classe ouvrière et du peuple ; il lui faut aussi étendre à tout le Chili la réalisation des actions de propagande armée contre la dictature et ses gorilles assassins, contre les patrons et les exploités dont les gorilles ne sont que les valets.



HEROS DU MIR

ALEJANDRO VILLALOBOS EL MICKEY

En 1969, les habitants des bidonvilles (pobladores sin casa) commencent une lutte pour leur logement par le biais de l'organisation des « Comites de Pobladores sin casa ». Rapidement se détache de cette lutte un jeune ouvrier électricien, qui, à partir de ce moment, se transforme en dirigeant de ses compagnons de lutte : c'était « Mickey ». En 1970, étant déjà un militant de notre parti, il fut un des principaux organisateurs du campement « Elmo Catalan » et en 1971 de la poblacion « Nueva Habana ». Depuis lors, Alejandro Villalobos s'est installé dans le coeur de ses frères de classe, qui ont fait de lui un de leurs dirigeants le plus remarqué et chéri de la province de Santiago.

L'attention permanente qu'il donna aux tâches du mouvement des pobladores ne l'a pas empêché de se faire remarquer au sein du parti, en tant que militant tout d'abord, puis en tant que dirigeant, à cause de ses qualités d'ouvrier et de « poblador » révolutionnaire.

En 1971, Alejandro Villalobos était déjà membre de la direction d'un GPM (section) de Santiago. En 1972, il entre au Comité Régional de Santiago, en tant que responsable régional des pobladores.

Après le coup d'état, il fut chargé par le parti, avec d'autres camarades, de diriger la réorganisation clandestine du Comité Régional de Valparaiso et de développer la résistance dans cette province.

Alejandro Villalobos est mort, combattant héroïquement face aux troupes des gorilles au cours d'une perquisition à Valparaiso, en février 1975.

Alejandro Villalobos vivra pour toujours dans la mémoire et dans les luttes des pobladores et ouvriers révolutionnaires du Chili.

ALEJANDRO VILLALOBOS : EXEMPLE DE LUTTE

MISE AU POINT

Au sujet de la lettre de Sotomayor. la commission politique du MIR signale :

Dans notre numéro 105, du mois de mai 1975, nous avons publié une lettre d'auto-critique du déserteur et traître Humberto Sotomayor, ex-membre de notre parti.

Dans certaines bases de notre parti, dans des Comités de Résistance, et dans différents secteurs de masses, on a interprété la publication de cette lettre comme une remise en cause de la sanction imposée à Sotomayor.

La direction de « El Rebelde » a commis une erreur, en ajoutant une note qui prêtait à équivoque et qui n'a jamais reflété la politique officielle du parti.

En réalité, en publiant cette lettre, nous aurions dû insister sur les points suivants :

1. Le MIR condamne à mort les traîtres et les collaborateurs avec l'ennemi. Et, malgré l'énorme gravité que représentent la trahison et la désertion de Sotomayor et le dommage causé au parti, le MIR n'a fait que l'expulser du parti, étant donné

que sa trahison ne peut être confondue avec la délation ni la collaboration avec l'ennemi.

2. Les militants expulsés du MIR ne peuvent plus réintégrer le Parti. Et les exceptions doivent se justifier par un long processus de lutte, processus au sein des masses ; à travers une lutte loyale et conséquente et après une auto-critique. D'autre part, une réintégration doit être acceptée par un congrès du Parti, ou par l'unanimité du Comité Central du MIR. Or tel n'est pas le cas du déserteur et traître Sotomayor qui, à cause de la gravité de sa faute et du mal causé à notre parti, a été expulsé à vie des rangs du MIR.

3. La famille du déserteur et traître Sotomayor vit à Cuba, puisque les enfants et les mères ne sont pas responsables des actes de trahison commis par un membre de la famille. Les enfants et la mère de Sotomayor font partie d'une famille acquise à la cause du MIR et qui a été poursuivie par les gorilles à cause de sa participation active dans la lutte de la résistance ; son attitude a toujours été digne et correcte.

4. Sotomayor, traître et déserteur, a été accepté à Cuba où il habite dans la mesure où notre parti l'a jugé nécessaire et conformément à ses intérêts. Cependant, il n'est pas à Cuba en tant que miriste, ni révolutionnaire, plutôt comme déserteur et traître et dans cette mesure, il est contrôlé par la révolution cubaine et il lui est interdit de réaliser une activité politique quelconque.

5. La publication de cette lettre auto-critique de Sotomayor dans le « Rebelde » ne veut pas dire que la direction nationale de notre parti ait modifié, ou puisse modifier quoi que ce soit à la sanction qui vise Sotomayor.

La publication de cette lettre auto-critique a été faite dans le seul but de démontrer au peuple la fausseté et les mensonges des rumeurs qu'ont fait courir les

secteurs bourgeois réactionnaires et pro-impérialistes les vils assassins de « service de sûreté », mais aussi des secteurs réformistes récalcitrants diviseurs et détracteurs de la politique d'unité révolutionnaire de la résistance populaire, en ce qui concerne l'unité de notre parti.

6. Le MIR, ses militants de base, ses cadres intermédiaires, son Comité Central, sa Commission politique, bref le parti dans son ensemble, n'adopteront jamais, pas plus aujourd'hui que demain, une attitude complaisante ou conciliatrice avec la désertion, la trahison, la délation et la collaboration avec l'ennemi. Notre parti sera toujours impitoyable et ses sanctions seront inflexibles et draconiennes.

C'est ainsi que se construit le parti et qu'il est fait honneur à nos héros.

GRAND INTÉRÊT SOULEVÉ PAR LE CONCOURS LITTÉRAIRE DE LA RÉSISTANCE

A la rédaction de « El Rebelde » continuent d'arriver une grande quantité d'oeuvres pour le **Premier Concours National de Littérature de la Résistance**.

Nous rappelons aux membres de la Résistance et de la gauche qui veulent participer à ce concours, qu'ils peuvent nous remettre les oeuvres à travers les mêmes voies par lesquelles leur arrive « El Rebelde ». Nous nous chargeons de les transmettre au jury.

Le délai de réception des oeuvres expire le 5 octobre 1976, et les meilleures oeuvres de chaque genre seront éditées clandestinement au Chili et à l'étranger (où des maisons d'édition se sont déjà engagées à les traduire et à les éditer).

Les concurrents peuvent utiliser tous les genres : poésie, théâtre et essai. Joindre un pseudonyme, accompagné de l'âge, de l'activité et de la province.

LETTRES DES COMBATTANTS

Ce qui suit est un fragment d'une lettre que les Communautés Chrétiennes de Base ont fait parvenir à la rédaction de « El Rebelde » et qui circule dans les milieux chrétiens et populaires.

RÉVEILLE-TOI, ÉGLISE CHILIENNE, IL EST TEMPS !

Une église qui se contente de tenir une comptabilité bureaucratique des crimes, des mutilations, des depossessions, des outrages, des injustices et autres barbaries commises par la Tyranie militaire, n'est pas l'Église du Christ...

A quoi sert à l'Église de connaître les innombrables attentats perpétrés par la dictature contre la dignité de l'homme, si elle ne dénonce pas ni ne sanctionne moralement les coupables ?

Il y a quelques jours, nous avons pu constater avec effroi que le mensonge, le cynisme et la monstruosité criminelle de la dictature n'avaient pas de limites. Il ne suffit pas d'assassiner lentement un peuple par la famine et la misère, et les maladies qui l'accompagnent ; il ne suffit pas d'incarcérer arbitrairement. Pas plus que la torture sanguinaire et le froid assassinat ne leur suffirent ; il ne leur suffit pas non plus de faire disparaître l'évidence de leurs crimes.

Avec l'irresponsabilité propre aux psychopathes, avec la prépotence de ceux qui se sont enivrés à l'abri de la servilité, de la bassesse et des abus de pouvoir, la tyrannie essaie de dissimuler gauchement ses crimes et de faire endosser ses victimes par d'autres (et même là, la tyrannie démontre une fois de plus son mépris de l'intelligence, sa stupidité ancestrale, et son défi à la conscience).

Deux listes de noms qui identifient des êtres humains. 21 femmes et 98 hommes appartenant à notre peuple, 119 êtres humains disparus entre les mains des appareils répressifs de la dictature, dans certains cas depuis plus d'un an déjà. 119 familles qui, à travers cette manoeuvre, voient se confirmer leur angoisse et leur crainte.

L'Église sait tout cela. Elle sait bien que 77 recours en grâce ont été déposés devant les tribunaux par rapport à ces arrestations, malgré ce que cela représente comme formalités et entraves dans la situation actuelle. L'Église sait aussi que pour les cas pour lesquels on dispose d'information, 53 personnes arrêtées, l'ont été par des agents de la dictature chez eux et sous les yeux de leur famille et de voisins, que 7 autres ont été arrêtés sur les lieux de leur travail en présence de leurs compagnons de travail. L'Église sait aussi qu'ont été déposés 68 témoignages, ainsi que des certificats devant notaire et des déclarations sous serment. L'Église sait même que pour l'un des cas l'arrestation a été reconnue officiellement et que pour un autre, la presse s'en est largement fait écho au début de l'année.

Enfin, l'Église connaît les témoignages des pères et des mères, des fils et des filles, des époux et des épouses, de la famille, des compagnons de travail, des voisins, des amis, des autres prisonniers : témoins de l'action brutale des agents de la Gestapo chilienne, témoins horrifiés de l'enlèvement de leurs êtres bien-aimés, témoins de leurs passages par les lieux de tortures et centres d'arrestation clandestins de la dictature. L'Église connaît la douleur et l'angoisse de ces milliers de personnes dont les pères, époux et enfants ont été brutalement arrachés, à leur côté, le drame journalier d'aller frapper à toutes les portes sans même savoir s'ils sont vivants ou morts (et l'Église le sait, car elle est aussi un de ces portes).

Et c'est la conscience pleine de honte face à cette vérité et à ces faits que nous demandons une fois de plus : à quoi sert l'Église ? Et au nom de qui se taisent ses prêtres ?

Que l'Église et ses prêtres aient la force d'être les témoins de la vérité. Que l'Église et ses prêtres ne dénaturent pas la tâche qui, par vocation et par mandat, est la leur.

Que l'Église ait le courage de démentir publiquement la tyrannie criminelle et qu'elle sanctionne le gouvernement militaire qui se fait passer pour « chrétien ». Si l'Église ne fait pas la vérité devant le peuple chrétien, elle ne récupérera jamais la confiance que nous sommes déjà en train de perdre.

Pour une Église témoin de la vérité

Communauté Chrétienne de Base
Chili, 27 juillet 1975

NOUVELLES NATIONALES



RÉSISTANCE DANS LES POBLACIONES

Il est clair que, durant les deux derniers mois, l'activité visible de la résistance a augmenté dans tous les pays, que partout par exemple se multiplient les inscriptions murales, les tracts, la distribution de la presse clandestine, etc. Dans certaines poblaciones, s'est généralisée la réalisation d'actions plus directes de la part des Comités de Résistance : c'est le cas, par exemple, des poblaciones de San Miguel où les ilies n'osent pas rentrer par deux, mais par grand groupes, car s'ils rentrent seuls ou en petits groupes, ils risquent à coup sûr de recevoir un châtiment physique de la part des pobladores qui, en plus, leur ont arraché leurs armes plusieurs fois.

RÉSISTANCE SYNDICALE

Au mois de juillet, et après que la dictature ait refusé d'augmenter le délai de discussion du fameux projet du Code du Travail, l'activité syndicale s'est accrue ; la paralysie de centaines d'entreprises, la mise en chômage de milliers de travailleurs, la réduction des journées de travail, etc., ainsi qu'un renforcement croissant des Comités de Résistance clandestins dans les syndicats, ont même obligé les dirigeants politiques les plus jaunes et les plus vendus aux patrons à développer une certaine activité.

Et jusque dans la presse, malgré l'autocensure, les dirigeants syndicaux légaux et les autorités elles-mêmes ont dû reconnaître certaines des centaines d'arrestations, faites au cours du dernier mois, dans un vain essai de paralyser la croissante activité syndicale.

ASSASIN A LA LANGUE TROP PENDUE

Le Commandant Larrain, ex-chef du camp de concentration de Pisagua, a été rappelé à l'ordre, en présence de deux autres officiers, pour avoir reconnu publiquement l'existence de camps de concentration au Chili (la dictature parle de camps de « Prisonniers ») et parce qu'il avait révélé avoir dirigé lui-même le peloton d'exécutions massives.

GREVE DE LA FAIM DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

La grande majorité des prisonniers des camps de concentration s'est déclarée en grève de la faim pour protester contre l'exécution de 119 militants révolutionnaires que la dictature essaie de faire passer comme ayant été assassinés à l'étranger par les propres militants du MIR. La plus grande partie de ces militants assassinés est passée dans les camps de concentration et maisons de tortures avec leurs camarades qui se sont aujourd'hui déclarés en grève de la faim.

COMBIEN DE PRISONNIERS Y A-T-IL AU CHILI ?

Le ministre de l'intérieur a donné les chiffres des actuels prisonniers au Chili, selon lesquels il y aurait 653 prisonniers pour cause d'État de siège, en plus des 1.398 en procès et 2.117 condamnés. Cependant, à cette liste il faudrait ajouter non seulement les milliers de personnes arrêtées et qui sont incarcérées dans des prisons, centres militaires (les 3 corps d'armée), centres policiers et maisons de tortures dans tout le pays ; mais aussi le camp de concentration de Colonia

Dignidad à l'intérieur de Linares avec 557 prisonniers et le camp de concentration de la digue « El Submarino » qui fait partie des travaux en cours sur la côte de Constitución avec plus de 70 prisonniers.

D'ailleurs le ministre reconnaît avoir transféré dans le camp de concentration de l'Époque 86 prisonniers, environ 150 femmes et un nombre non déterminé d'enfants transférés au mois de juin.



LUIS CORVALAN

Il y a de sérieuses raisons pour s'inquiéter de l'état de santé de Luis Corvalan. En juin ses visites ont été suspendues, après que le Commando Pacheco, chef du camp de concentration ait menacé d'arrêter sa femme et sa fille qui lui avaient rendu visite. Au début de juillet il a été soumis à un simulacre d'exécution ; il a été ensuite amené à l'hôpital naval de Valparaiso pour y être soumis à une opération de l'appendicite et a été ramené au camp de concentration peu de jours après.

RAPPORT DU COMITÉ PRO-PAZ

Le Comité de Coopération pour la Paix a publié dans la presse une déclaration au sujet des informations données par la presse qui se rapportent aux 119 révolutionnaires assassinés par la dictature et dont les noms ont été publiés comme étant morts à l'étranger tués par les camarades du MIR eux-mêmes.



De plus, le Comité a élaboré un rapport où il analyse la campagne de presse préalable aux publications des listes et les informations dont on dispose sur les journaux où elles ont été publiées (on n'a même pas pu prouver l'existence du journal « O'Día »).

Le rapport signale que les familles de 119 avaient signalé leur arrestation et qu'après cela ils auraient disparu. Pour 77 d'entre eux, il existe des preuves irréfutables de leur arrestation ; pour 26 autres, il n'y aurait que des preuves informelles et dans 16 cas, il s'agirait de personnes qui auraient disparu sans qu'il

n'y en ait des nouvelles. Pour 4 des 119 militants, les autorités ont reconnu officiellement l'arrestation.

CHOMAGE : 31,4 %

Une analyse des enquêtes réalisées sur le chômage dans les deux dernières années arrive à la conclusion qu'en juin 1975 le chômage dans le Grand Santiago était de 31,4 % et non 15 % comme dit la Junta.

En effet, conformément à toutes les enquêtes des années précédentes, la force de travail du Grand Santiago devrait être aujourd'hui de plus d'un millier quatre cent mille personnes (car elle augmente de 20 à 25 mille personnes par an et en juin 1973 elle était de 1.343.700).

Les comptes mensongers de la dictature établissent une force de travail actuelle d'à peine 1.131.340 personnes pour un emploi qui occupe 961.520 personnes.

C'est-à-dire que sur 1.400.000 personnes qui composent la force de travail, seules 961.520 ont un emploi, il reste donc 31,4 % de chômeurs.

LICENCIEMENTS ET CHOMAGE

La politique économique de « choc » a augmenté de façon extraordinaire le chômage dans les différents secteurs productifs. Aux informations qui sont parues dans la presse réactionnaire, il faut ajouter, entre autres, les antécédents suivants par rapport à cette situation :

Yarur a commencé à travailler seulement trois jours par semaine ; auparavant il avait supprimé les équipes de nuit.

Yalivan a fait faillite.

Chaussures Bata travaille à la moitié de sa capacité.

Pizarreno a une semaine de 5 jours et 150 ouvriers en chômage technique (salaire minimum).

Textil Parral a sa production paralysée à 90 %.

INSA finira en septembre tous ses contrats de travail.

On a paralysé la construction de « Via Elevada » a Valparaiso (chômage pour des centaines de travailleurs et faillite pour les entreprises qui l'approvisionnement).

A l'Institut des Eaux et Forêts de Corfo, 80 cadres supérieurs ont été renvoyés en juillet : dans les mois précédents, 10 employés ont été renvoyés tous les mois.

A la fin de l'année Corfo n'aura plus que 700 travailleurs, atteignant au total 3.300 fonctionnaires envoyés.

Cormu a renvoyé 180 travailleurs du Parc O'Higgins.

Endesa a renvoyé environ 1.800 travailleurs.

Un calcul approximatif du chômage dans divers secteurs productifs nous donne les chiffres suivants :

Industrie métallurgique : 45 % de chômage

Usines d'automobiles : 40 %

Industries textiles : 48 %

Bâtiment : 60 %

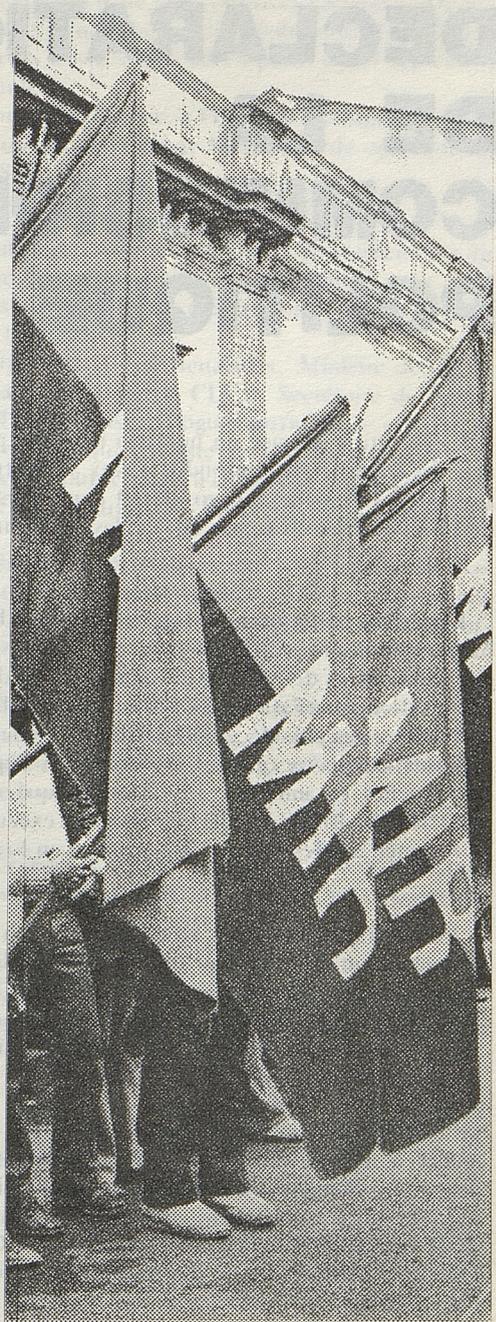
Production de matériaux pour le bâtiment : 49 %

Employés du commerce (grands magasins) : 32 %

Pour le petit commerce, le chiffre est beaucoup plus grand

ON DÉNONÇE LES CRIMES DE LA JUNTE

Les Ambassades, les Consulats, d fonctionnaires internationaux, des prêtres, etc., continuent à recevoir les dépositions et les preuves de violations des Droits de l'Homme en vue de les faire parvenir à la Commission des Droit de l'Homme des Nations Unies.



DECLARATION DE LA COMMISSION POLITIQUE DU MIR

1. La dictature a lancé un nouveau montage publicitaire dans une vaine tentative de cacher ses crimes et de confondre la voix accusatrice de l'opinion publique internationale. Le boucher Pinochet, les gorilles et conseillers du moment ont affirmé que les centaines de Chiliens disparus (entre autres, les 119) auraient été exécutés par le MIR à l'extérieur.

2. L'opinion publique mondiale sait qui est Pinochet, le peuple chilien sait ce qu'est la barbarie militaire gorille. Tous les proches des 2.000 disparus sont absolument conscients des manoeuvres de la dictature pour essayer d'éluider sa responsabilité face à leur assassinat et à leur mutilation. Il s'agit ici des familles des 1.000 disparus enregistrés par le Comité Pro-Paz, des plus de 2.000 personnes réellement disparues lors du 11 septembre (sans compter tous ceux qui ont été assassinés depuis et les milliers d'arrestations actuelles), des proches et amis des 119 disparus que la revue « Lea » d'Argentine et le journal « O'Dia » du Brésil ont déclaré avoir été exécutés par le MIR en Colombie, au Venezuela, au Panama, au Mexique, en Argentine et en France.

3. Le montage commença avec l'affaire « Carlos » en France, la presse chilienne annonça premièrement qu'il utilisait un passeport chilien ; après qu'il s'agissait de Nestor Gallardo Aguero, militant du MIR, arrêté par la SIFA en septembre 1973 et qui apparaît curieusement parmi les exécutés de la revue « Lea » et du journal « O'Dia ». Ça continue ensuite avec le cas de Luis Alberto Wendelman Wisnik et Eugenio Robotham Bravo, lesquels apparaissent comme assassinés en Argentine où leurs cadavres auraient été transférés par le gouvernement de Pinochet.

Le « Mercurio » et la « Tercera », la presse, la radio et la télévision chiliennes ont commencé à répandre la nouvelle d'une prochaine déclaration du gouvernement autour des disparus présumés, pour lesquels on aurait présenté un recours en grâce (recurso de amparo) et qui se trouveraient clandestinement à l'extérieur ou auraient été exécutés.

Tout cela arrive la veille de la visite de la Commission des Nations Unies. Postérieurement, la dictature décide d'utiliser comme hommes de paille la revue « Lea » et le journal « O'Dia ».

4. Le MIR chilien dénonce cette nouvelle manoeuvre de la dictature et l'accuse d'être responsable de l'assassinat des 60 disparus de la revue « Lea », des 50 du journal « O'Dia », et de plus de 2.000 personnes arrêtées par les services répressifs à partir du 11 septembre 1973, et qui, aujourd'hui, se trouvent disparues.

Le MIR remettra à la commission des Droits de l'Homme, à l'opinion publique mondiale et aux Cours d'Appel du pays, l'information documentée de l'assassinat de ceux qui ont disparu entre les mains de la DINA, SIFA, SIM, SIC'A, SIC'AR.

5. Nous alertons l'opinion publique internationale, tous les pays et les gouvernements du monde et les Nations Unies, de l'existence d'un plan démentiel et barbare, pour faire croire à l'exécution de dizaines de Chiliens alors qu'ils ont été assassinés sous la torture et dans les camps de concentration de la dictature.

Nous accusons Manuel Contreras, chef de la DINA, César Benavides, Ministre de l'Intérieur, le conseiller et avocat Jaime Guzman, l'agent de la CIA et Secrétaire de Presse Federico Willoughby, la journaliste Silvia Pinto, le psychologue, tortionnaire et conseiller Tuane, d'avoir élaboré ce plan machiavélique qui consiste à faire apparaître les cadavres de « disparus » sous le régime gorille et pour lesquels il existe des demandes de recours en grâce ainsi qu'une vaste campagne de solidarité dans différents pays d'Amérique Latine ou d'Europe.

Dans certains cas, il s'agira de cadavres réels, morts récemment, qui sont transportés par Lan Chile et par valise diplomatique jusqu'aux ambassades chiliennes de ces pays, dans d'autres cas ce sera un cadavre quelconque, défiguré, et avec les pièces d'identité appartenant aux disparus assassinés par les gorilles chiliens.

6. Le MIR chilien n'a jamais caché ses propos, ni ses actes. Moins encore dans des questions si délicates comme la vie d'un être humain. Le MIR a annoncé publiquement le nom des traîtres et des délateurs qui ont été condamnés « à mort » et il a expliqué le pourquoi et la légalité révolutionnaire sur laquelle il se base.

7. Parmi les 119 disparus, qui auraient été « exécutés » selon la revue « Lea » et le journal « O'Dia », le clan « El Mercurio » et la presse réactionnaire, il y a plus d'une dizaine de héros de notre parti et de la classe ouvrière.

8. Les gouvernements du Mexique, du Venezuela, de Colombie, de Panama, d'Argentine et de France devront démentir la vile affirmation de la dictature gorille et des vénales revues « Lea » et « O'Dia ».

9. Avant peu, au Chili, ou dans n'importe quel pays, les criminels et les assassins de la dictature militaire gorille chilienne commenceront à payer leurs crimes.

Commission politique MIR
Chili, juillet 1975

PROPAGANDE – PROPAGANDE – PROPAGANDE – PROPAGANDE –

LA PROPAGANDE EN AOUT ET SEPTEMBRE

Notre travail de propagande en Aout-Septembre sera centré autour de trois événements :

- La célébration des 10 ans d'existence du MIR.
- La deuxième année de la dictature militaire.
- La réactivation croissante de la lutte syndicale.

Nos consignes seront :

MIR : 10 ANS DE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

pour se rappeler de la lutte de notre parti dans ses 10 premières années d'existence.

NOUS EN SORTIRONS BIENTOT... METTEZ-Y UN COUP AVEC LA RÉSISTANCE

ce mot d'ordre est une contre-campagne envers la propagande de la dictature : dans la mesure où elle appelle la classe ouvrière et le peuple à se regrouper et à y mettre un coup, à attaquer ensemble pour diminuer les jours de la dictature gorille.

CONTRE LA FAIM ET LE CHÔMAGE : RÉSISTANCE SYNDICALE

mot d'ordre pour populariser dans les syndicats et les fédérations les deux problèmes principaux qu'affronte la classe ouvrière : les salaires et le chômage.

PROPAGANDE : LES ARMES DU PEUPLE : CRAYONS DE CIRE

Cela est une collaboration d'un Comité de Résistance d'une entreprise.

PRÉPARATION DE CRAYONS DE CIRE POUR PROPAGANDE

Matériaux : bougies. Bougies courantes, on les vend en paquets de 4 bougies.

Colorants : Poudre colorante, on l'achète par 1/2 livre dans les quincailleries. Poudre rouge, poudre gris foncé, poudre marron.

Moules : 1. Fer blanc très mince (des boîtes de conserves peuvent être utilisées) - 2. une boîte bien nettoyée, avec une anse ferme pour la prendre.

PRÉPARATION

Les moules : avec des morceaux de fer blanc très minces on fabrique des petites boîtes longues en forme de crayons, de n'importe quelle épaisseur, elles doivent rester sans ouverture pour que la cire fondue ne puisse pas s'écouler. On fond les bougies dans une boîte sur feu doux, une fois fondues, on ajoute le colorant (poudre de couleur) en mélangeant avec un morceau de bois. Une fois mélangé avec le colorant, on verse ce liquide dans les moules, en remuant le mélange. La quantité de poudre dépend de sa qualité, pour une couleur plus foncée, mettre plus de poudre. On laisse refroidir, une fois froide on retire les crayons des moules et avec un couteau on coupe les morceaux excédentaires et on gratte les bords. Avec un peu d'astuce on peut dissimuler facilement ces crayons.

CHERS CAMARADES :

Nous vous rappelons que le MIR édite régulièrement en deux langues, espagnol et français, divers journaux et publications dont notamment :

— EL REBELDE : reproduction exacte de l'organe du MIR circulant clandestinement au CHILI (Mensuel).

— LE COURRIER DE LA RESISTANCE : bulletin d'analyse écrit par les militants du MIR pour l'étranger (bimensuel).

Nous vous rappelons ci-dessous les conditions d'abonnement : (abonnement 1 an)

EL REBELDE	50 F
COURRIER.....	70 F
FRANCE ETRANGER SOUTIEN.....	80 F

Si vous désirez vous abonner à toutes ou certaines de ces publications, renvoyez le bulletin d'abonnement ci-dessous à :

Daniel ELMI B.P. 309, 75624 Paris Cédex 13
accompagné du chèque correspondant libellé au C.C.P.

FRANCE : CCP 22154 53 G PARIS
ETRANGER : CCP 22156 08A PARIS

Je désire m'abonner à :

- LE REBELDE dans la clandestinité
- LE COURRIER DE LA RESISTANCE
- EL CORREO DE LA RESISTENCIA (en espagnol)
- EL REBELDE EN LA CLANDESTINIDAD (en espagnol)

Nom et prénom :

Adresse :

Toute correspondance doit être adressée à Daniel ELMI

B.P. 309-13, 75624 Paris Cedex 13

IMPRIMERIE GILLES TAUTIN

DIRC. DE PUBLICATION: ELMI DANIEL

DEPOT LEGAL 1^{er} TRIM. 1.976

**CONTRE
LA
DICTATURE :**

**RESISTANCE
POPULAIRE !**

